

DÉVELOPPEMENT
DURABLE

Axégaz ouvre la 1^{ère} station GNL

Développée par Axégaz Solutions Transport, la première station-service publique de gaz naturel liquéfié est opérationnelle sur le CRT de Lille-Lesquin depuis le 30 mai.

Au sud de Lille, le long de l'un des principaux corridors de transport Nord-Sud, la première station-service GNL du projet européen LNG Motion, a été inaugurée. Sur le plus grand centre de transport et de logistique du nord de la France, cette innovation marque le lancement du réseau européen de distribution public de gaz naturel carburant à l'initiative d'Axégaz. « A terme, ce réseau comptera 42 stations dans 9 pays européens au service d'un transport routier durable », déclare Edouard de Montmarin, directeur du développement d'Axégaz Solutions Transport.

Sur un terrain de 2 500 m², cette première installation s'appuie sur la station-service mobile et compacte de 20 m³ de capacité primée Meilleure Innovation Equipement de Transport lors du salon SITL Europe Transport Next Generation 2016. Respectant la réglementation française en matière de sécurité des sites ICPE et agréée MID, elle s'adresse aux flux régionaux et de transit international au cœur d'un nœud autoroutier (A1, A22 et A23). A l'attention des transporteurs français et européens ayant des camions GNL, cette station-service leur permet de démarrer de façon progressive la

conversion de leur parc au GNL. Par le biais de certificats garantis d'origine, cette dernière propose dès son ouverture un accès au biométhane ou Bio-GNL, abaissant alors de plus de 60 % les émissions de CO₂. La station-service lilloise

est équivalent à celui du gazole. « Dès 15 centimes d'euros d'écart entre le kilo de gaz et le litre de gazole, le surcoût d'un véhicule gaz est amorti en moins de deux années à partir de 100 000 km par an », assure Edouard de Montmarin.



est accessible en libre-service au moyen d'une carte Axégaz. Délivrée gratuitement, elle identifie automatiquement le conducteur et l'immatriculation du véhicule. Equipé d'un système de télésurveillance, le site peut ravitailler jusqu'à une vingtaine de véhicules de façon régulière avec remontée des prises de carburant au client transporteur. Avec port d'un "équipement de protection individuelle" (EPI), le temps nécessaire au conducteur pour faire son plein en GNL

Courant 2017, la station-service sur le CRT de Lille-Lesquin recevra une capacité de stockage supplémentaire de 60 m³. Sa distribution en GNL sera triplée avec l'ajout d'une pompe proposant du gaz naturel compressé (GNC). « En septembre, une nouvelle station publique sera inaugurée en région parisienne à Sainte-Geneviève-des-Bois et, d'ici fin 2016, d'autres seront ouvertes à Dijon, Corbas et Orange », confie Edouard de Montmarin. ■

En partenariat avec "Le Fret"

IMPACT DU TRANSPORT ROUTIER

D'après l'Observatoire du Véhicule Industriel, la consommation moyenne des parcs de 40 tonnes exploités sur longue distance a diminué de 8,7 % depuis 2000, année de la 1^{ère} enquête. Près de 78 % des 40 t répondent aux normes Euro 5 et 6 en 2014. La consommation d'énergie des transports représente toutefois toujours le tiers de la consommation énergétique finale française.

**CHEP AIDE LA
SUPPLY CHAIN
A ÊTRE PLUS
DURABLE
CHAQUE JOUR**



CHEP

EN MOUVEMENT

EN HAUSSE

► Mark Moore

Citizen Systems Europe confie le poste de directeur général à Mark Moore, premier directeur général non japonais après dix années au poste de directeur des ventes de la firme. Un sportif qui partagera son temps entre le siège à Stuttgart et la filiale du Royaume-Uni, avec pour mission de continuer à développer l'activité du fabricant de calculatrices et de solutions d'impression haut de gamme.



► Edouard de Montmarin

La première station-service GNL du projet européen LNG Motion, a été inaugurée. Sur le plus grand centre de transport et de logistique du nord de la France, cette innovation marque le lancement du réseau européen de distribution public de gaz naturel carburant à l'initiative d'Axègaz. « A terme, ce réseau comptera 42 stations au service d'un transport routier durable », déclare-t-il.



► Joseph Felfeli

L'éditeur de solutions supplychain **Acteos** augmente ses investissements en Allemagne avec un bureau à Duisbourg. Présent à Munich depuis 16 ans, il entend augmenter son rayonnement sur les marchés de l'Europe du Nord. « Nous proposerons à nos 350 clients allemands l'intégralité de notre offre SCM (TMS, WMS, FPS, BI & Analytics) », explique le pdg.



GLS Bruno Lavigne mise sur la performance



► **GLS France a nommé Bruno Lavigne au poste de directeur national des opérations et poursuit l'enrichissement de son réseau de nouvelles installations et certifications.**

A 47 ans, Bruno Lavigne écrit un nouveau chapitre de sa carrière professionnelle en apportant ses expertises à la direction de GLS France au poste de directeur national des opérations. Diplômé de l'HEI (Ecole d'ingénieurs de Lille) puis titulaire d'un Master obtenu à HEC Paris, Bruno Lavigne a occupé plusieurs fonctions à responsabilité au sein des groupes Epéda puis Elis.

A la tête de la direction des opérations, il a pour mission la performance du réseau de transport de GLS France et de son hub central de Fleury-Mérogis. Autres défis à relever : l'amélioration continue des process qu'il s'agisse de la qualité ou du lean management, la gestion de la maintenance ainsi que la coordination des projets d'infrastructures comme les agrandissements et constructions de sites.

A ce titre, GLS France a achevé récemment d'importants aménagements dans sa région Sud-Ouest avec l'ouverture d'une nouvelle agence à La Crèche près de Niort, et l'extension de ses sites à Angoulême et à Saintes. Autre innovation récente bénéficiant à l'ensemble du réseau du monocliste, la certification "Bonnes pratiques de distribution en gros des médicaments à usage humain".

VEKIA

Hervé Lemai

Diplômé de l'Institut Supérieur d'Electronique du Nord, Hervé Lemai, 45 ans, pilote depuis plus de 20 ans la conception, la construction et la maintenance de solutions logicielles. Auparavant, il était directeur produit de Cimail, filiale du groupe Numen. Il a piloté des solutions progiciels dédiées à l'optimisation et l'archivage documentaire. Il



sera en charge de la stratégie produit, de l'ingénierie et de la roadmap des différents produits Vekia. Son expertise technologique permettra de poursuivre la stratégie centrée sur l'optimisation de la supplychain. « Mon rôle va consister à mettre en place les procédures et les équipes permettant de délivrer plus vite et de manière plus qualitative les solutions », commente-t-il.

HARDIS GROUP

Gwenaël Baetens

Hardis Group a annoncé la nomination de Gwenaël Baetens au poste de responsable de son offre d'exécution du transport routier, Reflex TMS. A 40 ans, il encadrera l'ensemble des équipes en charge de commercialiser Reflex TMS, soit une vingtaine de personnes. Basé à Lille, il aura également pour mission de développer les relations avec les partenaires technologiques. Il a auparavant travaillé chez Castorama (2005 à 2010) et Kuehne Nagel (2000 à 2005), où il a accompagné le déploiement de différents WMS ou TMS du marché. Il a commencé sa carrière chez Decathlon. Il est titulaire d'un DESS Management Logistique et Ingénierie des Transports, obtenu à l'Université Lille 1.



LABATUT GROUP

Valérie Berland

Valérie Berland, 32 ans, devient directrice du développement au pôle Distribution Urbaine Verte. Titulaire d'un Master spécialisé en Ingénierie et Gestion d'Environnement de l'école des Mines de Paris, elle a débuté sa carrière en tant que responsable environnement au sein d'un syndicat professionnel. Puis c'est en Inde qu'elle a créé son entreprise dans le domaine des technologies environnementales. A son retour, elle accède en 2013 au poste de responsable développement dans la Start-up E4V (batteries). Puis au poste de directrice commerciale. C'est pour les mêmes raisons qu'elle rejoint aujourd'hui Labatut Group, pour développer et structurer le pôle éco-responsable des marques Vert Chez Vous et Greenway.



Projet européen LNG Motion

Déployer un réseau composé de 42 stations-service publiques distribuant du gaz carburant liquéfié (GNL) et comprimé (GNC) dans neuf pays européens, ainsi qu'une flotte d'au minimum 200 véhicules. Accompagné d'une étude pluridisciplinaire sur les enjeux logistiques du gaz, tel est l'ambitieux projet d'Axégaz et du Groupe Charles André (GCA), déposé sous le nom de LNG Motion. Représentant un investissement total de plus de 60 M€ éligible à un financement public allant jusqu'à 50 % dans le cadre du programme européen CEF, ce projet consiste à concevoir une infrastructure de distribution GNL/GNC normée et standardisée, suivie d'une exploitation en conditions réelles le long de corridors de transport identifiés. La première station-service publique GNL du projet a été inaugurée sur le CRT de Lille-Lesquin le 30 mai. Et d'ici fin 2016, de nouveaux sites ouvriront à Sainte-Geneviève-des-Bois, Dijon, Corbas et Orange. Rappelées par Edouard de Montmarin, directeur du développement d'Axégaz Solutions Transport, « les vertus environnementales des motorisations gaz sont reconnues par rapport aux moteurs diesel Euro VI : réduction de 10 % des émissions de CO₂, suppression de 70 % des Nox et de quasi 100 % des particules, et division par deux des nuisances sonores ». Le tout à un prix du gaz compétitif par rapport au gazole. Par le biais de certificats garantis d'origine, la nouvelle station située sur le CRT de Lille-Lesquin propose un accès au biométhane ou Bio-GNL... abaissant de plus de 60 % les émissions de CO₂.



De gauche à droite, Jérôme Minfray, directeur commercial de la branche vrac (GCA), Stéphane Joffre, directeur commercial Gaz (GCA), Edouard de Montmarin, directeur du développement chez Axégaz Solutions Transport, Claude Blanc, directeur Technique (GCA) lors du lancement du projet LNG Motion

Création d'un label

Délivré pour une durée de trois ans, le label Objectif CO₂ est l'innovation du nouveau programme. Cette deuxième démarche vise à reconnaître, après audit, le niveau de performance énergétique et environnementale des entreprises. « Sa création offre une reconnaissance objective, neutre et crédible. Il doit permettre également de faire entrer dans la démarche de nouvelles entreprises performantes mais non encore signataires de la charte », explique Gérard Lalevée. S'il n'est pas nécessaire d'être "charté" pour y prétendre, encore faut-il respecter son référentiel et ses critères d'éligibilité. « Son attribution s'appuie sur un processus d'audit externe indépendant, qui vérifie la fiabilité des informations communiquées, et l'atteinte d'un niveau de performance environnementale au moyen de la base de données européenne HBEFA », poursuit l'ingénieur Transport & Mobilité de l'Ademe. Pour "Handbook of emission factors for road transport", cette base de données HBEFA exprime un niveau de performance à partir des émissions en gramme de CO₂/km et en gramme de CO₂/tkm des véhicules. Au moyen des données d'activité déclarées par l'entreprise, le résultat obtenu est comparé à la performance de référence de la flotte nationale issue de la base de données dont les informations, pour



Gérard Lalevée, ingénieur transport & mobilité de l'Ademe :

« La création du label doit permettre de faire entrer dans la démarche de nouvelles entreprises non encore signataires de la charte ».

le parc de véhicules français, sont alimentées par l'IFSTAR.

Autofinancement

Renouvelable, la délivrance du label est réservée aux seuls transporteurs de marchandises pour compte d'autrui. Ses critères d'éligibilité prévoient un taux de sous-traitance "autorisé". Il doit être inférieur à 35 % du chiffre d'affaires transport, et sera porté à 15 % sous trois ans. A titre dérogatoire toutefois, ce taux est autorisé à hauteur de 45 % jusqu'au 1^{er} janvier 2017 pour les entreprises disposant en propre d'une flotte de plus de 1 000 véhicules. Autre souplesse permise par le référentiel :

dans le cas où ce taux serait supérieur à 35 % (ou à 45 % jusqu'au 1^{er} janvier 2017), « une part suffisante de l'activité en sous-traitance devra avoir été réalisée par des entreprises labellisées en vue de parvenir à un chiffre d'affaires transport imputable de plus de 65 % (ou 55 % jusqu'au 1^{er} janvier 2017, ndlr) ».

Consolidant les deux démarches, la gestion du programme a été confiée à l'AFT. Laquelle a mis en œuvre un réseau de dix-sept chargés de mission régionaux pour accompagner gratuitement les entreprises qui souhaitent s'engager dans la charte et/ou le label. Tout compris sur la période 2016 - 2017, le

551 000

Le parc national de poids lourds est de 551 000 véhicules (Insee), dont un quart sont couverts par la charte "Objectif CO₂, les transporteurs s'engagent".

6,3

Le budget alloué au programme "Objectif CO₂" est de 6,3 millions d'euros dont 61% par Total Marketing France.